

### les programmes des candidats à l'élection présidentielle 2017

	Mélenchon	Hamon	Macron	Fillon	Le Pen
Négociations commerciales, rémunération producteurs, et économie agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place et plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Défense des agriculteurs dans les contrats avec la grande distribution, amélioration de leurs conditions de travail, l'accès aux soins et à leurs droits sociaux. Défense d'une politique agricole commune (PAC) qui prévoit des mécanismes de régulation des marchés et des risques, et donne une priorité aux petites et moyennes exploitations.</li> <li>Remettre en cause le monopole de l'agro-industrie dans le domaine des semences et des variétés végétales et permettre l'entrée sur le marché de petits opérateurs</li> <li>Rétablir le coefficient multiplicateur afin de rééquilibrer la répartition de la valeur ajoutée en faveur des agriculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager la création d'organisations de producteurs pour favoriser la contractualisation et les négociations face aux acheteurs de matière première</li> <li>Allègement des charges.</li> <li>Pour les exploitations, c'est une économie de plus de 1800 euros par an et par salarié, lorsque celui-ci est payé au SMIC par exemple, qu'elles pourront investir en nouveaux projets et équipements.</li> <li>Grenelle de l'alimentation pour définir un juste partage de la valeur ajoutée</li> <li>Mise en place d'outils de régulation des prix par filière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de producteurs - Encadrer par la loi la négociation des contrats</li> <li>Compte épargne aléas climatiques et économiques alimentés pendant les années de bonnes récoltes</li> <li>Favoriser les circuits courts et directs avec des crédits d'impôts et des prêts d'honneur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appliquer le patriotisme économique aux produits agricoles français pour soutenir immédiatement nos paysans et nos pêcheurs, notamment au travers de la commande publique (État et collectivités).</li> </ul>
Europe et Mondialisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Refus du TAFTA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exiger le rejet par les autorités européennes de la concurrence du rachat de Monsanto par Bayer.</li> <li>Créer une exception agricole dans le commerce mondial et sortir l'agriculture de l'OMC</li> <li>Mettre en place un plan stratégique européen d'indépendance en protéines végétales, pour notamment réduire l'importation de soja destiné à l'alimentation animale</li> <li>A minima, négocier à Bruxelles l'exclusion des filières sensibles des négociations commerciales en cours</li> <li>Réformer la PAC pour lutter contre la volatilité des prix par l'introduction d'une combinaison d'outils qui vont de l'échelon national (lissage fiscal, baisses des charges...) jusqu'à des aides contracycliques et des mécanismes assurantiels ciblés</li> <li>Prendre en compte le critère du nombre d'actifs dans la répartition des aides de la PAC</li> <li>Plafonner les aides à 150 000 eur/UTH et poursuivre la progression du paiement redistributif qui majore les aides pour les 52 premiers hectares</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agir pour que les agriculteurs pèsent plus dans leurs négociations avec les industriels de l'agro-alimentaire.</li> <li>Plaidoyer actif pour faire évoluer le droit européen de la concurrence au bénéfice de nos producteurs</li> <li>Permettre aux agriculteurs de conserver les mêmes règles du jeu pour être compétitifs : favoriser la convergence sociale et fiscale au niveau européen.»</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réformer le droit à la concurrence et organiser la préférence communautaire</li> <li>Fonder la PAC 2020 sur la gestion des risques et sur le soutien à l'investissement, en ne s'interdisant aucun mode d'intervention et en maintenant à l'euro près le budget actuel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Transformer la Politique Agricole Commune en Politique Agricole Française. Garantir le montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne, avec l'objectif de sauver et soutenir le modèle français des exploitations familiales.</li> <li>Refuser les traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.</li> <li>Promouvoir les exportations agricoles, notamment en soutenant les labels de qualité.</li> </ul>
Installation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien à l'installation des jeunes agriculteurs : en plus de la dotation jeunes agriculteurs (DJA), nous permettrons un prêt d'honneur à la personne sans demande de garantie d'un montant de 50 000 euros maximum avec un différé de 2 ans</li> </ul>		
Environnement, santé, alimentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut constituer ni produire plus que ce qu'elle peut supporter</li> <li>Adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique et articulant les niveaux national et local</li> <li>Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics</li> <li>Imposer l'objectif d'une alimentation 100 % biologique locale dans la restauration collective</li> <li>Stopper les projets de fermes usines</li> <li>Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics</li> <li>Refuser les OGM, bannir les pesticides nuisibles en commençant par une interdiction immédiate des plus dangereux (glyphosate, néonicotinoïdes, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Interdiction des perturbateurs endocriniens et proposer des alternatives aux pesticides en commençant par les plus dangereux.</li> <li>Pour préserver la biodiversité, je créerai un Conservatoire des terres agricoles afin de rendre opposables les schémas d'aménagement et de protection de la nature. J'agirai pour enrayer l'artificialisation des sols et l'étalement urbain. Je développerai le biomimétisme.</li> <li>Instaurer une TVA à taux réduit sur les produits bio</li> <li>Au moins 50 % DE REPAS BIO ou issus des circuits courts seront servis dans la restauration collective.</li> <li>Créer des Aides Personnalisées à l'Alimentation (APA) sous la forme de bons d'achat pour des produits issus de l'agriculture bio et de circuits courts pour les populations à faible revenu</li> <li>Lutter contre le gaspillage alimentaire et accompagner le recyclage</li> <li>Accompagner les agriculteurs dans la transition vers le bio</li> <li>Remplacer progressivement les pesticides par des solutions alternatives</li> <li>Faire aboutir la loi sur l'étiquetage des déchets organiques</li> <li>Généraliser les plans territoriaux d'alimentation durable</li> <li>Sanctuariser le principe de précaution.</li> <li>Maintenir l'interdiction des cultures OGM et soumettre les OGM cachés à l'ensemble des règles applicables aux OGM</li> <li>Promouvoir des alternatives aux antibiotiques dans l'élevage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans pour favoriser la modernisation des exploitations vis-à-vis de leurs performances environnementales et de bien être animal</li> <li>PAC : rémunération des services environnementaux des agriculteurs</li> <li>Encourager les projets de méthanisation en maintenant des aides, en engageant une simplification administrative et en accélérant le raccordement au réseau électrique des unités.</li> <li>50% de produits bios dans la restauration collective d'ici 2022</li> <li>Dans le cadre du Grenelle de l'alimentation, nous définirons également un calendrier prévoyant l'élimination progressive des pesticides en commençant par ceux qui présentent un risque pour la biodiversité ou la santé, et le développement d'alternatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Abroger par ordonnance toutes les normes ajoutées à la réglementation européenne.</li> <li>Rendre obligatoire l'évaluation, par une étude d'impact menée par le ministère de l'agriculture, des conséquences de toute décision publique impactant le monde agricole, rural et maritime, y compris l'alimentation, incluant les décisions de politique sanitaire et environnementale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Défendre la qualité : afin de lutter contre la concurrence déloyale, interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement. Imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette, afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs.</li> </ul>
Bien-être animal	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éradiquer la maltraitance envers les animaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre en compte les attentes de la société à l'égard du bien-être animal</li> <li>Veiller au bien-être animal en mettant en œuvre les préconisations de la commission d'enquête sur les abattoirs en s'assurant des conditions d'élevage et de transport et en développant des méthodes de remplacement à l'expérimentation animale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans pour favoriser la modernisation des exploitations vis-à-vis de leurs performances environnementales et de bien être animal</li> </ul>		
Régime alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diminuer l'alimentation carnée</li> </ul>				
Administratif		<ul style="list-style-type: none"> <li>Accentuer la lutte contre les contrefaçons et la criminalité organisée dans le champ alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit à l'erreur pour tous en cas de contrôles négatifs avant sanction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Simplifier le droit juridique agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Simplifier le quotidien des agriculteurs en stoppant l'explosion des normes administratives et encourager l'installation des jeunes agriculteurs, par le biais de défiscalisations durant les premières années</li> </ul>
Recherche		<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer la recherche pour remplacer progressivement les pesticides par des solutions alternatives</li> <li>Anticiper et innover pour des nouvelles productions, nouvelles pratiques, nouveaux marchés en mobilisant la recherche-développement (observatoire de veille et de prospective sur le changement climatique-Conforter la recherche agronomique publique sur les variétés et races rustiques)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous soutiendrons l'innovation et la recherche à travers plusieurs actions : fin des zones sans réseau téléphonique, développement du numérique et de l'agriculture de précision, mise en place d'un portail des données agricoles pour stimuler une innovation décentralisée, ouverte, collaborative au service des agriculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relancer des programmes de recherche et d'innovation pour l'agriculture de demain, notamment ceux concernant les nouvelles biotechnologies et l'agriculture 3.0. Orienter les programmes de recherche vers les domaines où peuvent être attendus des progrès décisifs et concrets pour l'agriculture.</li> <li>Rendre éligibles au crédit impôt recherche des projets de recherche ou d'expérimentation labellisés dans les exploitations, notamment sur les pratiques agricoles, pour faire de chaque agriculteur un « paysan-chercheur ».</li> </ul>	
Social		<ul style="list-style-type: none"> <li>Revaloriser les pensions agricoles les plus faibles, en particulier celles des conjoint(e)s, et garantir une retraite complète à 1200 euros pour tous les nouveaux retraités à partir de 2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit au chômage ouvert aux agriculteurs en cas de baisse d'activités</li> </ul>		
Référence	<a href="https://laec.fr/section/46/pour-une-agriculture-ecologique-et-paysanne">https://laec.fr/section/46/pour-une-agriculture-ecologique-et-paysanne</a>	<a href="https://www.benoithamon2017.fr/wp-content/uploads/2017/04/hamon2017_agriculture.pdf">https://www.benoithamon2017.fr/wp-content/uploads/2017/04/hamon2017_agriculture.pdf</a>	<a href="https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/agriculture">https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/agriculture</a>	<a href="https://www.fillon2017.fr/projet/agriculture/">https://www.fillon2017.fr/projet/agriculture/</a>	<a href="https://www.marine2017.fr/programme/">https://www.marine2017.fr/programme/</a>